



Les absents ont toujours tort

Une analyse économique de l'abstention et de ses remèdes

Jean Beuve

Université Paris1-Panthéon-Sorbonne, Conseil d'analyse économique (CAE)

Étienne Fize

Conseil d'analyse économique (CAE)

Vincent Pons

Harvard Business School (Boston, États-Unis)

Un phénomène inquiétant

Élections = moment clé de la démocratie

Problèmes

- Augmentation de l'abstention depuis plusieurs décennies
- Plus l'abstention est forte, plus elle est inégale

Conséquences

- Faible représentativité des politiques publiques mises en œuvre
- Risque de l'installation d'une norme abstentionniste

Un point de vue d'économistes sur l'abstention ³

1. Les conséquences de la participation sur les politiques publiques
 - Le niveau et l'(in-)égalité de la participation sont susceptibles d'affecter les politiques publiques
2. Concept et méthodologies de l'économie au service de l'analyse de l'abstention : **l'Économie politique**
 - Modélisation
 - Statistique et économétrie
 - Méthodes expérimentales ou quasi expérimentales

Objectifs du *Focus*

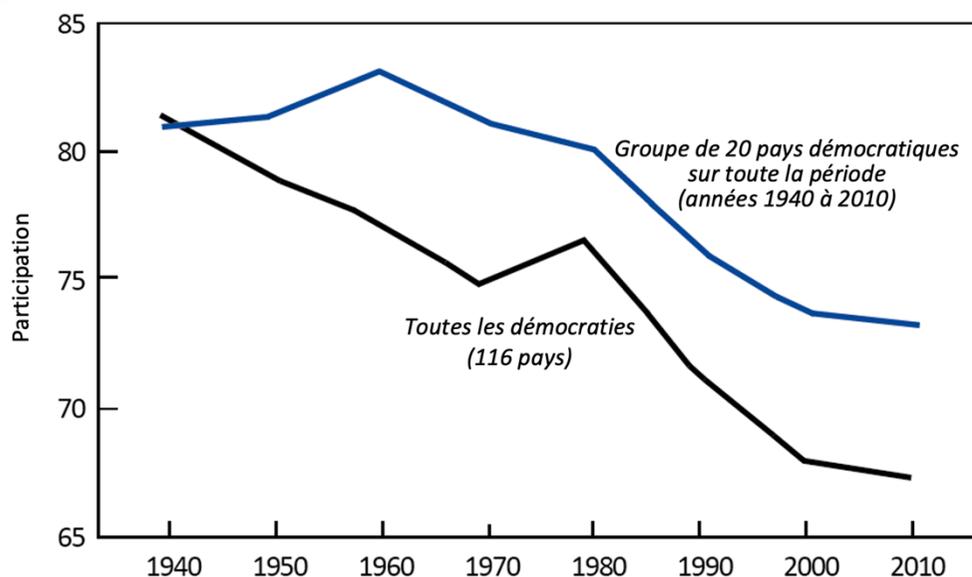
1. Identifier les facteurs responsables de l'abstention (et de sa hausse)
 - Modèle coûts-bénéfices du vote
 - Facteurs complexes et nombreux

2. Identifier les remèdes les plus prometteurs et les plus réalistes
 - Remèdes = *de facto* complexes et pas tous sous le contrôle direct des décideurs publics

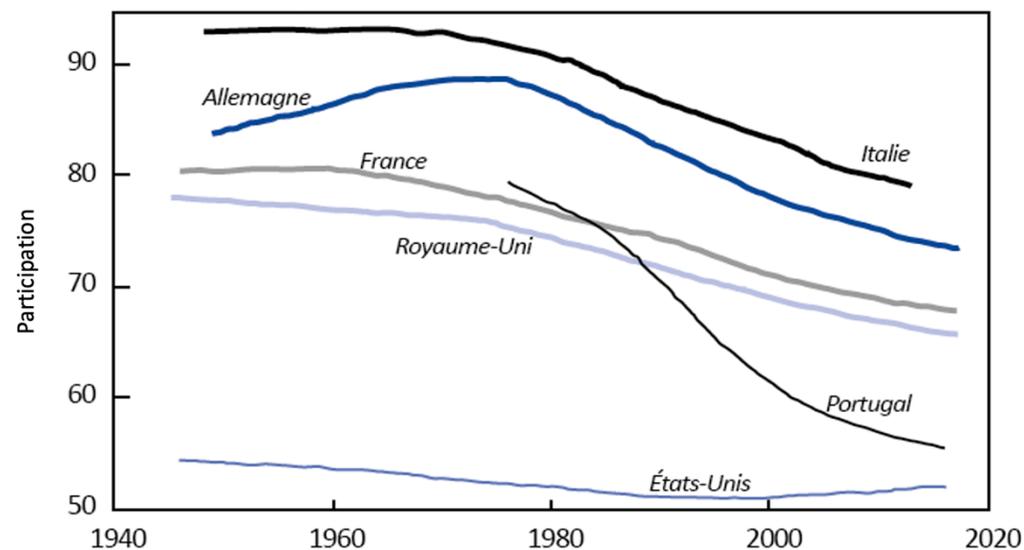


Une participation en baisse à l'étranger

Évolution de la participation aux élections nationales dans différents pays (1945-2017)



Source : Kostelka et Blais (2021).

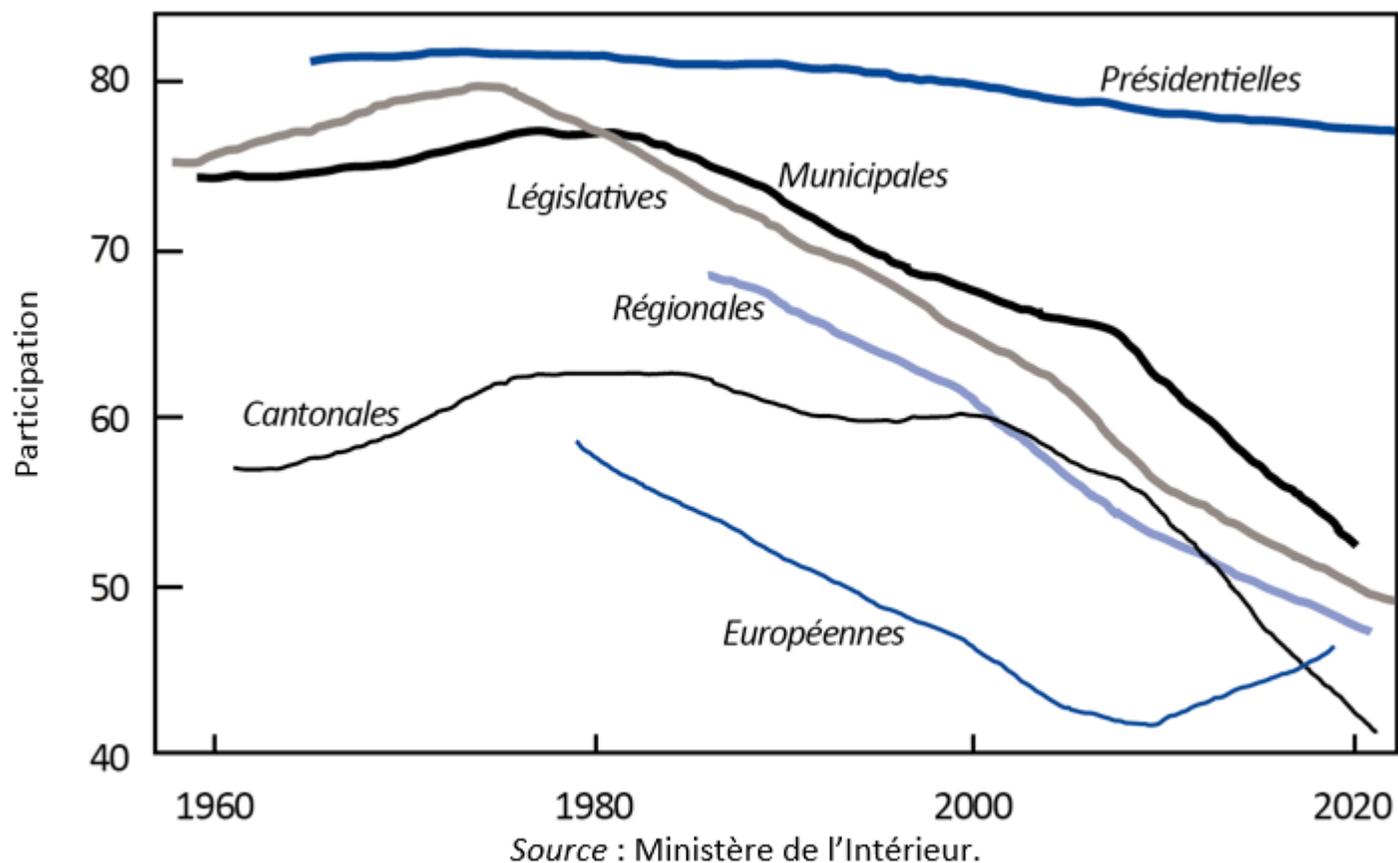


Note : Les élections prises en compte dans chaque pays sont les élections législatives et, le cas échéant, les élections présidentielles. Les données sont lissées par une régression polynomiale locale.

Sources : Blais et Kostelka (2021) et calculs des auteurs.

Une participation en baisse en France (1/3)

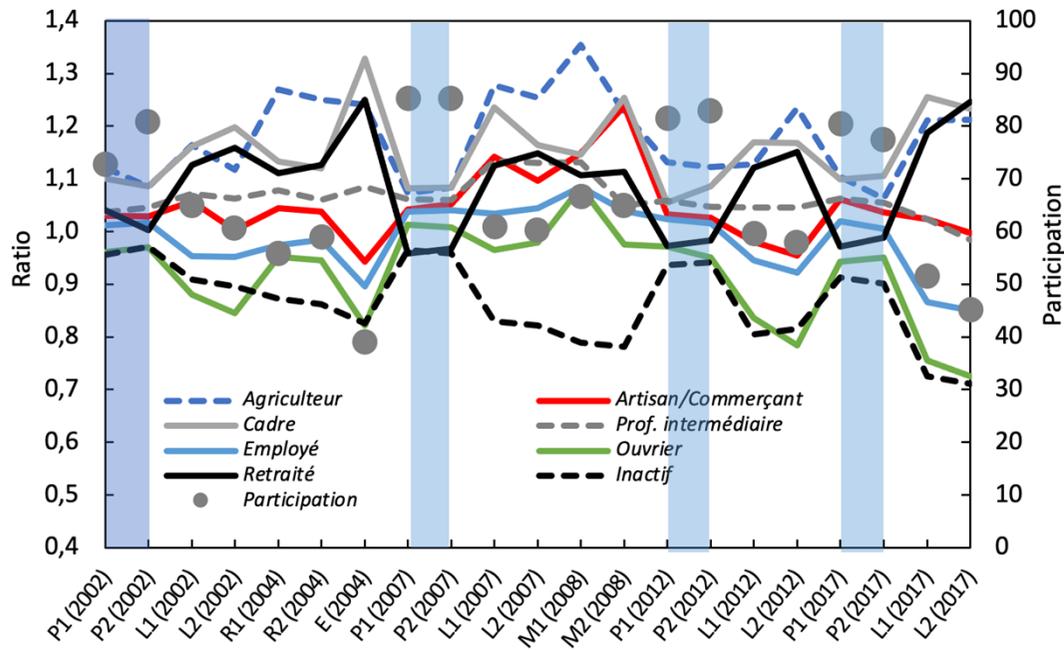
Évolution de la participation par élection (1958-2022)



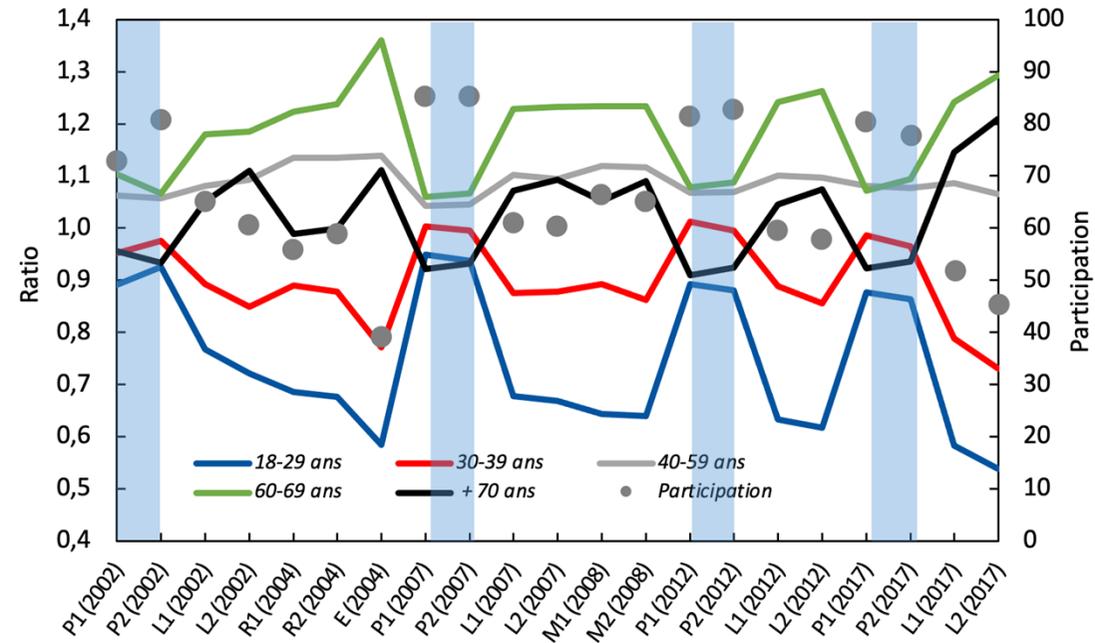
Une participation en baisse en France (2/3)

L'accordéon de la participation (2002-2017)

a. Par catégorie socio-professionnelle



b. Par classe d'âge

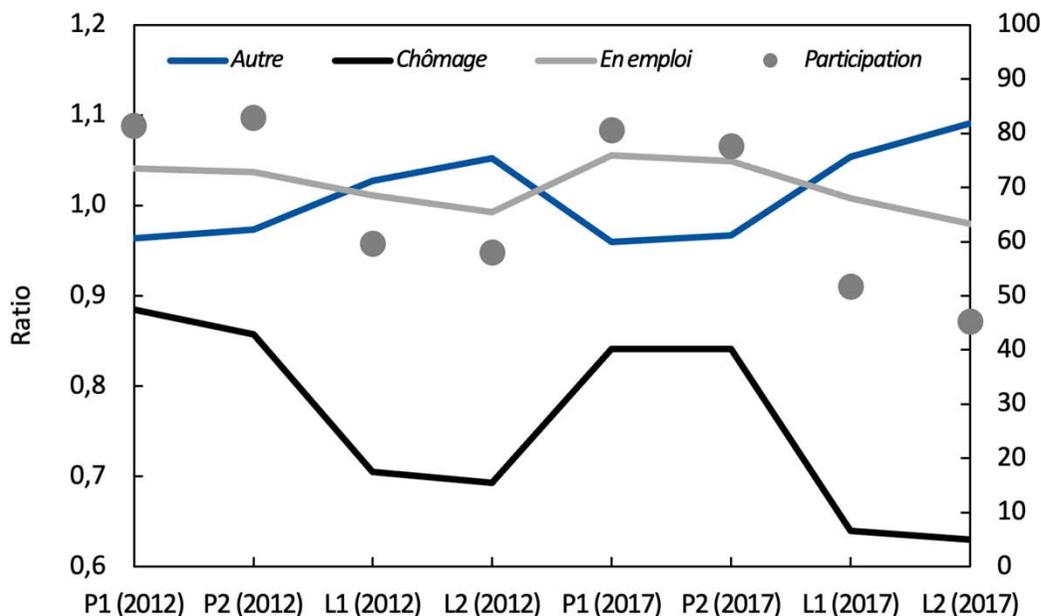


Lecture : P1 = Présidentielles 1^{er} tour ; P2 = Présidentielles 2nd tour ; L1 = Législatives 1^{er} tour ; L2 = Législatives 2nd tour ; R1 = Régionales 1^{er} tour ; R2 = Régionales 2nd tour ; E = Européennes ; M1 = Municipales 1^{er} tour ; M2 = Municipales 2nd tour ; (année électorale). Sur l'axe vertical de gauche, la mesure prise en compte est le ratio entre la part de chaque catégorie (la CSP puis la classe d'âge) parmi les votants à l'élection en question et parmi les inscrits. La catégorie est surreprésentée si le ratio est supérieur à 1 et sous-représentée s'il est inférieur à 1.

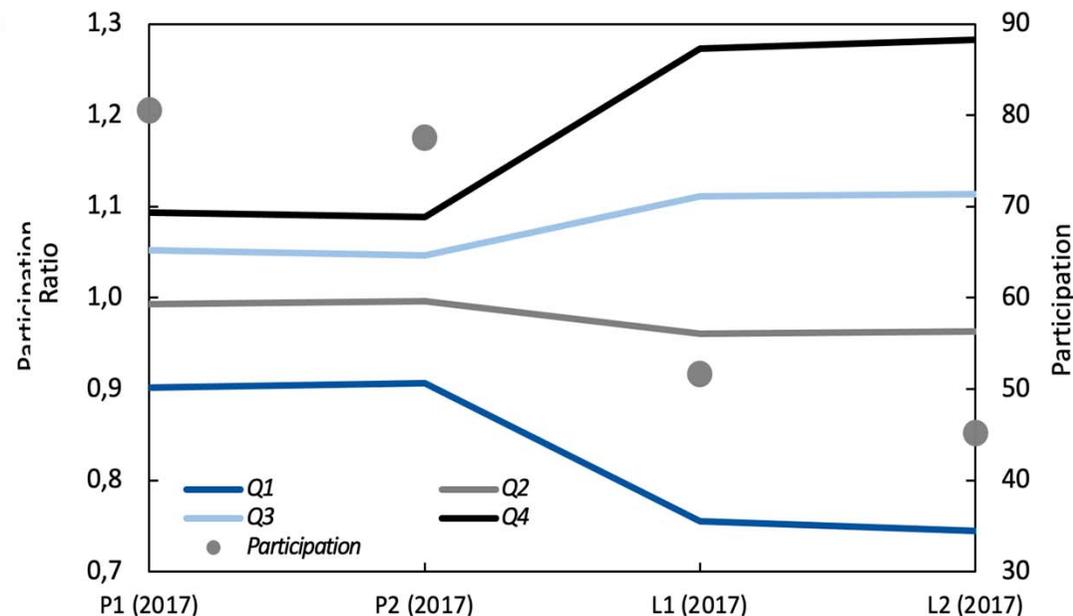
Source : INSEE, *Enquêtes sur la participation électorale* (2002, 2007, 2012 et 2017).

Évolution du poids relatif des votants

a. Par situation d'emploi (2012-2017)



b. Par quartile de revenus (2017)



Lecture : P1 = Présidentielles 1er tour ; P2 = Présidentielles 2nd tour ; L1 = Législatives 1er tour ; L2 = Législatives 2nd tour ; (année électorale). Sur l'axe vertical de gauche, la mesure prise en compte est le ratio entre la part de chaque catégorie (la situation d'emploi ou le quartile de niveau de vie) dans les votants à l'élection en question divisé par la part de ces mêmes catégories dans les pondérations de la base de données du millésime (c'est-à-dire leur part dans les inscrits). Si le ratio est au-dessus de 1, la catégorie est surreprésentée et inversement en dessous de 1.

Source : INSEE, Enquêtes sur la participation électorale (2012 et 2017).

Les raisons de l'abstention

1. La baisse des bénéfices attendus de la victoire de son candidat (pB)

Diversité de l'offre politique jugée insuffisante, crise de la confiance et contexte économique déprimé, baisse ressentie de l'importance des élections

2. La baisse du sens du devoir civique (D)

Renouvellement générationnel, affaiblissement de l'intermédiation politique, affaiblissement de la norme injonctive

3. Le coût du vote (C)

Non-inscription, mal-inscription

Comment inverser la tendance ? (1/5)

Avant-propos

Principales causes de la hausse de l'abstention = baisse des bénéfices perçus (pB) et du devoir civique (D) plus qu'une hausse des coûts (C)

Toutefois, les paramètres sur lesquels les politiques publiques ont un levier immédiat (**CT**) ont surtout trait aux coûts (C)

- Décalage apparent entre les causes de l'abstention et les remèdes immédiats
- Mais, la participation étant une habitude qui se prend, jouer sur C à court terme peut contribuer à améliorer pB et D à moyen et long termes

À long terme (**LT**) : il sera impossible de remédier à la baisse de la participation sans s'attaquer à ses causes les plus profondes

Comment inverser la tendance ? (2/5)

Piste 1. Inscription automatique pour tous

Inscription et **réinscription** automatique

- Idem Rapport d'information parlementaire n° 4790 (décembre 2021)
- Techniquement faisable (utilisation du Répertoire électoral unique par l'INSEE + autres informations administratives fiscales, sociales...)

Piste 2. Simplification du calendrier électoral

Simplifier le calendrier électoral **en le ramenant à seulement 3 cycles**

1. Les élections nationales (présidentielles et législatives)
 2. Les élections locales (régionales, départementales et municipales)
 3. Les élections européennes
- Réduction de 40 % du nombre de jours de vote (entre 2000 et 2022)
 - Effet positif fort sur la participation
 - Risque de surdétermination faible

Comment inverser la tendance ? (4/5)

Piste 3. Encourager les campagnes de terrain

Effet positif des campagnes d'inscription et d'information sur les trois paramètres de la fonction de vote

1. Réduction du coût du vote (C) : meilleure information (sur le scrutin, les candidats et les enjeux)
 2. Augmentation des bénéfices attendus (pB) : aide à la compréhension des différences entre candidats
 3. Augmentation du sens du devoir civique (D) : encouragement à aller voter et augmentation de l'intermédiation politique
- Limite : campagnes de porte-à-porte coûteuses
 - Alternative : campagnes d'information publique à grande échelle, non partisanses (« *deliberation day* »)

Comment inverser la tendance ? (5/5)

Piste 4. Renouveler l'éducation civique et lui donner davantage de moyens

Des changements modestes (et peu coûteux en temps) apportés aux programmes d'éducation civique pour incorporer plus d'apprentissage par la pratique peuvent avoir des effets significatifs

Donner une vraie place à l'éducation civique au collège et au lycée et prévoir deux réorientations

- Une formation des citoyens par une éducation sur les grandes luttes de la démocratie, avec un enseignement complètement repensé
- Des applications pratiques du débat démocratique et du vote qui dépasseraient le cadre des classes d'éducation civique et concerneraient le fonctionnement des établissements scolaires